

Marchés publics de travaux

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

n°2024010RREA430

Personne Publique

Institut de Recherche pour le Développement

Direction des Finances - Service des Achats de la Performance et de l'Innovation
Immeuble le Sextant
44 Bd de Dunkerque / CS 90009
13572 MARSEILLE cedex 02

Courriel : df.sapi@ird.fr

Objet de la consultation :

Prestations de conception, la fourniture, construction, installation et mise en service de deux modulaires dont un est destiné à un laboratoire et l'autre à un bureau.

Date et heure limite de remise des offres :

Lundi 27 janvier 2025 à 12h00

(Heure : France, Paris, UTC +1)

Visite du site obligatoire

Etendue de la consultation :

Marché passé selon une procédure adaptée en application des dispositions du Code de la commande publique.

Le présent Règlement de la Consultation comprend 9 pages

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 1.1 PROCEDURE	3
ARTICLE 1.2 OBJET DU MARCHÉ DE TRAVAUX	3
ARTICLE 1.3 CONCEPTION ET REALISATION DES TRAVAUX	3
ARTICLE 1.4 CLASSIFICATION	3
ARTICLE 1.5 VARIANTES	3
ARTICLE 2 : FORME ET DUREE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2.1 : FORME DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2.2 : DUREE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 : COMPOSITION DES GROUPEMENTS	3
ARTICLE 4 : TRANCHES	3
ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE	4
ARTICLE 6 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 7 : MODALITE D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 8 : CONTENU DU PLI	5
ARTICLE 8.1 : PIECES A FOURNIR AU TITRE DE LA CANDIDATURE	5
ARTICLE 8.2 : PIECES A FOURNIR AU TITRE DE L'OFFRE	5
ARTICLE 8.3 : DOCUMENTS DEMANDES AU STADE DE L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ	6
ARTICLE 8.4 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
ARTICLE 9 : MODALITES DE DEPOT DES OFFRES	6
ARTICLE 9.1 : DEPOT DEMATERIALISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
ARTICLE 9.2 : COPIE DE SAUVEGARDE	7
Article 9.3 : Formats des fichiers :	7
Article 9.4 : Signature électronique des candidatures et des offres	7
Article 9.5 : Sécurité et confidentialité des candidatures et des offres	7
Article 9.6 : Anti-virus	7
ARTICLE 10 : CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET OFFRES	8
ARTICLE 10.1 : SELECTION DES CANDIDATS	8
ARTICLE 10.2 : SELECTION DES OFFRES	8
ARTICLE 11 : VISITE DU SITE	9
ARTICLE 12 : NEGOCIATION	9
ARTICLE 13 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9
ARTICLE 14 : FIN DE PROCEDURE	9

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

Article 1.1 Procédure

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des dispositions de l'article L2123-1 du Code de la commande publique du 1er avril 2019.

Article 1.2 Objet du marché de travaux

La présente consultation a pour objet la conception, la fourniture, construction, installation et mise en service de deux modulaires dont un est destiné à un laboratoire conforme aux exigences techniques et réglementaire et l'autre à un bureau. En effet, pour répondre à des besoins d'espaces de l'équipe de l'UMR LOCEAN-IRD Réunion, l'IRD souhaite l'achat et l'implantation de 2 modulaires : un du type laboratoire et un du type bureau pouvant accueillir 3-4 personnes. Celui dédié au laboratoire sera implanté en premier et dans un second temps le bureau.

Article 1.3 Conception et réalisation des travaux

Le présent marché regroupe les prestations de conception et de réalisation pour des motifs d'ordre technique.

L'activité scientifique de l'IRD implique un usage complexe qui englobe des installations, du matériel et des équipements, du personnel dédié et des procédures spécifiques. Le succès sera obtenu dans la mesure où la conception et la réalisation seront en mesure d'équilibrer cet usage complexe grâce à la prise en compte de manière homogène et le plus en amont possible de la technicité propres des opérateurs économiques susceptible de répondre aux exigences du programme dans l'ensemble des phases du processus de construction.

Article 1.4 Classification

Le marché est ventilé sous le référentiel NACRES (Nomenclature Achats Recherche Enseignement Supérieur) : BD.05 : Bâtiments préfabriquées ou modulaires

Et le code CPV : 45223810-7 Constructions préfabriquées

Article 1.5 Variantes

Les variantes à l'initiative du candidat et de l'acheteur sont interdites.

ARTICLE 2 : FORME ET DUREE DU MARCHE

Article 2.1 : Forme du marché

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Article 2.2 : Durée du marché

La durée totale du marché est de 12 mois maximum à compter de la notification.

À titre prévisionnel, pour la tranche ferme, les prestations sont prévues en mars 2025.

À titre prévisionnel, pour la tranche optionnelle, les prestations sont prévues entre avril 2025.

ARTICLE 3 : COMPOSITION DES GROUPEMENTS

Le marché sera attribué à une entreprise unique ou à un groupement d'entreprises avec mandataire désigné.

ARTICLE 4 : TRANCHES

Le marché comportera une tranche ferme relative à l'achat du modulaire dédié au laboratoire.

Le marché comportera une tranche optionnelle relative à l'achat du modulaire dédié à l'espace bureau.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, celui-ci pourrait intervenir au cours du mois d'avril 2025, et sous réserve des disponibilités budgétaires pour l'année 2025.

Cet affermissement devra être effectué au minimum 10 jours avant le début d'exécution des prestations.

En cas d'absence d'affermissement, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée. Les opérations relatives à la sous-traitance devront s'effectuer conformément aux strictes dispositions des articles L2193-1 et suivants du Code de la commande publique et de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

En cas de sous-traitance directe :

Le titulaire doit faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

En cours d'exécution, le titulaire présente le formulaire DC4 ainsi que les pièces suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Une présentation de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du sous-traitant. Il s'agit des références demandées au titulaire pour l'appréciation des mêmes capacités ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

En cas de déclaration lors de la remise de l'offre, il présente le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées.

En cas de sous-traitance indirecte :

Les sous-traitants doivent faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation des sous-traitants directs et doivent fournir une caution bancaire. Une convention de délégation de paiement peut être demandée sous réserve de la décision souveraine du pouvoir adjudicateur.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir que sous réserve, d'une part de cette acceptation et de cet agrément, et d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

ARTICLE 6 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le DCE remis aux candidats comprend les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation,

- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- L'Annexe financière - Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

Les candidats n'ont pas à apporter de modifications au dossier de consultation des entreprises.

ARTICLE 7 : MODALITE D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les candidats peuvent retirer le DCE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Entités : EOESR - Etablissement et organismes d'Enseignement Supérieur et de Recherche/IRD-Institut de Recherche pour le Développement.

Les candidats disposent d'une aide technique à l'utilisation de la plateforme à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

La connexion nécessite de s'inscrire en suivant les instructions du site électronique. Les candidats complètent, en ligne, un formulaire d'identification où ils précisent : le nom de l'entreprise, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse courriel permettant de façon certaine une correspondance électronique.

IL EST FORTEMENT RECOMMANDE AUX PERSONNES TELECHARGEANT LE DOSSIER DE CONSULTATION DE RENSEIGNER LE FORMULAIRE D'IDENTIFICATION AVANT D'ACCEDER AUX DOCUMENTS. Le candidat qui ne se serait pas identifié en téléchargeant le DCE ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un défaut d'information complémentaire, le cas échéant, et ce jusqu'à la date de clôture de la consultation.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'IRD, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : .zip ; .doc ; .xls ; .pdf

ARTICLE 8 : CONTENU DU PLI

Article 8.1 : Pièces à fournir au titre de la candidature

En cas de candidatures groupées, chaque membre du groupement est tenu de fournir l'ensemble des pièces demandées en application des articles 48 et 49 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Le pli contiendra les pièces suivantes :

- A) Le formulaire DUME ou tout autre document équivalent (DC 1) ;**
- B) Dossier de présentation de candidature (DC 2) ;**

Si la situation juridique le justifie, copie du ou des jugements prononçant le redressement judiciaire et du ou des jugements prévoyant la mise en place d'un plan de redressement de l'entreprise.

Article 8.2 : Pièces à fournir au titre de l'offre

Les offres doivent être rédigées en **langue française** conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994.

- C) L'Annexe Financière - Cadre de décomposition du Prix Global et Forfaitaire ;**
- D) Le Mémoire Technique** rédigé par le candidat et suivant impérativement l'ordre des questions de l'article 10.2 relatif à la sélection des offres.
- E) Attestation de visite de site.**

L'absence des pièces mentionnées de la lettre A à la lettre D peut entraîner le rejet de la candidature ou de l'offre.

Le candidat ne doit pas joindre dans son offre les CCP et RC, seuls faisant foi ceux détenus par l'administration.

Article 8.3 : Documents demandés au stade de l'attribution du marché

L'IRD demandera au candidat à qui il est pressenti d'attribuer le marché les documents suivants :

E) Acte d'engagement signé. L'attributaire s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle remise. L'Acte d'engagement sera transmis uniquement à l'attributaire pressenti.

F) Justificatif du pouvoir de la personne habilitée pour engager le candidat (exemple : extrait k-bis) ;

G) RIB ou le RIP ;

H) Attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle à jour ;

I) Certificats fiscaux et sociaux, justifiant que le candidat est à jour de ces obligations sociales et fiscales.

J) La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour le présent marché.

Pour les candidats établis en France, afin de simplifier et de sécuriser vos démarches administratives, l'IRD met gracieusement à disposition du titulaire une plateforme en ligne à laquelle vous accéderez à l'aide de votre numéro SIRET et d'une clef d'identification à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr/>

Un courrier relatif à la mise à disposition de ce service sera envoyé au candidat qui se verra attribuer le marché avec une clef d'identification lui permettant de se connecter à la plateforme.

Le service de dépôt des documents est gratuit. De plus, dans une démarche de simplification, certaines attestations, issues des organismes émetteurs (DGFIP, URSSAF...), pourraient déjà être déposées sur votre compte.

Dans le cas où le candidat ne serait pas en mesure de fournir ces éléments dans le délai prévu, le pouvoir adjudicateur informera le candidat de son élimination. Le pouvoir adjudicateur présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Tous les documents à signer, doivent comporter le nom, la qualité de la personne habilitée à engager la société et le cachet commercial.

Article 8.4 : Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres mentionnée en page 1 du présent règlement de la consultation.

ARTICLE 9 : MODALITES DE DEPOT DES OFFRES

Article 9.1 : Dépôt dématérialisé des candidatures et des offres

Les plis contenant les candidatures et les offres sont transmis, au plus tard à la date et heure limite indiquée sur la page 1 du présent règlement, par voie dématérialisée sur la plate-forme des Achats de l'Etat à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

*Entités : **EOESR** - Etablissement et organismes d'Enseignement Supérieur et de Recherche/IRD-Institut de Recherche pour le Développement.*

Les candidats disposent d'une aide technique à l'utilisation de la plate-forme ci-dessous :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Les plis transmis par voie dématérialisée sont horodatés. Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt susmentionné sera considéré comme remis hors délai. Il ne sera pas ouvert et sera déclaré irrecevable.

La date et l'heure de référence pour la remise des offres sont celles données par la plate-forme de dématérialisation à réception des documents envoyés par les candidats.

Article 9.2 : copie de sauvegarde

Les candidats peuvent à titre de sauvegarde, transmettre une copie sur support physique électronique (DVD, CD-ROM, clé USB), ou sur support papier dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde – OBJET DU MARCHÉ ».

Elle pourra parvenir, à l'adresse figurant en première page du présent document, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et notamment par courrier en accusé réception ou porteur contre récépissé aux horaires suivants : 9h00 – 12h00 / 14h00 – 17h00 (sauf le vendredi 16h).

Les plis, contenant les copies de sauvegardes, qui n'auront pas nécessité d'ouverture seront détruits par l'IRD.

Article 9.3 : Formats des fichiers :

Les formats compatibles avec le système informatique de l'IRD sont les suivants : .doc ; .xls ; .ppt ; .pdf

Les candidats devront impérativement adresser leur candidature et leur offre dans les formats ci-dessus précisés sous peine de rejet de leur offre.

Le candidat est également invité à ne pas utiliser de fichiers exécutables (.exe) ou contenant des macros et à vérifier que sa réponse ne soit pas supérieure à 50 Mo (les fichiers peuvent être compressés en fichier zip)

Article 9.4 : Signature électronique des candidatures et des offres

La signature électronique des candidatures et des offres est possible mais n'est pas obligatoire.

Seul le candidat informé que son offre est retenue sera tenu de signer l'acte d'engagement manuscritement ainsi que ses annexes.

Le candidat peut choisir de signer son offre dès le dépôt de son dossier de réponse. Dans ce cas, il aura recours à un certificat de signature électronique de type XAdES, CAdES ou PAdES conformément à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à l'utilisation de la signature électronique dans les marchés publics et signera uniquement l'acte d'engagement.

Article 9.5 : Sécurité et confidentialité des candidatures et des offres

La sécurité des transactions sera principalement obtenue par l'utilisation d'un réseau sécurisé.

La confidentialité des informations contenues dans les réponses envoyées par voie dématérialisée est garantie par le chiffrement des fichiers transmis. L'intégrité des documents est garantie par la signature électronique.

Article 9.6 : Anti-virus

Les candidats s'assureront avant l'envoi de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre devra préalablement être traité par un anti-virus. En effet, conformément à l'arrêté du 28/08/2006, **la réception de tout fichier contenant un virus est susceptible d'entraîner l'irrecevabilité de la réponse.**

Au moment de la réunion de l'ouverture des plis, si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu, et le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

ARTICLE 10 : CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET OFFRES

Article 10.1 : Sélection des candidats

Les candidatures qui font l'objet d'une interdiction de soumissionner ne sont pas recevables en application des articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la commande publique.

Le candidat devra impérativement désigner dans sa candidature l'équipe dédiée en charge des études pour la conception de de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation.

Les candidatures seront analysées à partir du dossier de présentation de candidature (pièce B) au regard des critères suivants :

- Garanties et capacités techniques et financières,
- Références professionnelles au cours des trois dernières années ou tout autre moyen permettant d'attester des compétences,
- Moyens humains.

Celles qui ne présentent pas de garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes au regard des prestations demandées ne seront pas admises.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Article 10.2 : Sélection des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera sélectionnée en fonction des critères pondérés suivants :

1. **Qualité technique de l'offre jugée à partir du mémoire technique du soumissionnaire (note sur 60 points, pondération 60%) :**
 - 1.1 **Expérience de l'équipe dédiée en charge des études pour la conception de de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation, noté sur 15 points :** Le candidat présentera le chef de projet dédié à l'exécution du marché ainsi que l'ensemble des membres de l'équipe de maîtrise d'œuvre (CV, expérience sur des projets similaires, compétences, diplômes, etc.). Le candidat précisera le rôle de chacun des membres de l'équipe.
 - 1.2 **Méthodologie spécifique à l'exécution des prestations, noté sur 30 points :** Le candidat détaillera dans une note la méthodologie qui sera mise en œuvre pour l'exécution du marché (planning, livrables, suivi du chantier, CV du chef de chantier, composition de l'équipe chantier, etc.).
 - 1.3 **Matériaux utilisés, noté sur 15 points :** Le candidat présentera les fiches techniques des matériaux qui seront utilisés pour l'exécution du marché de travaux.
2. **Prix des prestations, jugé à partir du prix global et forfaitaire (note sur 40 points, pondération 40%).**

Si à l'issue de l'application de la pondération, des soumissionnaires arrivaient ex æquo en première position au titre du classement final, ils seraient départagés en prenant en compte la proposition ayant obtenue la meilleure note sur le critère prix.

ARTICLE 11 : VISITE DU SITE

La visite du site d'implantation de l'ouvrage objet du présent marché est obligatoire.

Les candidats devront, via la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE), solliciter l'IRD en vue de l'organisation de la visite en proposant a minima 3 disponibilités et en transmettant leur coordonnées téléphoniques et électroniques.

Chaque soumissionnaire devra remettre dans son offre l'attestation de visite dûment signée par l'IRD. Ce document, visé par le représentant du Maître d'Ouvrage sur site, validera que le soumissionnaire aura pris connaissance de l'ensemble des installations où il doit intervenir pour justifier son offre de prix.

ARTICLE 12 : NEGOCIATION

L'IRD se réserve la possibilité de négocier sur les coûts des prestations et / ou sur la qualité de l'offre technique avec les trois candidats dont les offres ont obtenu la meilleure note après application des critères énoncés ci-dessus.

Les négociations se dérouleront par courriel via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) ou par visioconférence. Après la phase de négociation, les offres finales seront analysées au regard des critères d'attribution indiqués ci-dessus, puis seront classées.

Si à l'issue de l'application de la pondération, des candidats arrivaient ex æquo en première position au titre du classement final, ils seraient départagés en prenant en compte la proposition ayant obtenue la meilleure note sur le critère de la valeur technique.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de ne pas recourir à la négociation.

ARTICLE 13 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Nous attirons l'attention du candidat sur le fait que les demandes de renseignements devront être formulées via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) au plus tard **8 jours** avant la date limite de remise des offres.

Les demandes de renseignements feront l'objet d'une réponse adressée collectivement via la plateforme des achats de l'Etat, à tous les opérateurs ayant retiré le dossier de consultation des entreprises, sans mention du nom du demandeur.

Les réponses aux demandes de renseignements par le pouvoir adjudicateur seront transmises via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) au plus tard **5 jours** avant la date limite de remise des offres.

Si, pendant l'étude du dossier par les soumissionnaires, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 14 : FIN DE PROCEDURE

Le pouvoir adjudicateur peut déclarer sans suite la procédure conformément à l'article R-2185-1 du code de la commande publique.

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)